

## "Tendre la main" ou "durcir le ton" : Quel choix pour Nkurunziza ?

Jeune Afrique, 28 juillet 2015 Burundi : Nkurunziza vainqueur par chaos Assurément d'un troisième mandat, le chef de l'État doit maintenant choisir entre durcir ses positions et tendre la main à l'opposition. Pour que le pays puisse enfin sortir de la crise. Quarante-huit heures après le scrutin présidentiel du 21 juillet, le black-out règne toujours sur Bujumbura. « La ville est aussi animée que Pyongyang », confirme Antoine Kaburahe, le directeur du journal indépendant Iwacu. Désertées par ses habitants, les rues de la capitale bruissent toujours des pires rumeurs pendant que claquent chaque nuit quelques coups de feu. Seule certitude dans ce climat d'incertitude, la réélection de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, avec un score de 69,41 %, selon la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).

Faute d'adversaires déclarés après le retrait des candidats de l'opposition, la victoire de l'actuel chef de l'État n'est pas un piège. D'autant que l'appel au boycott lancé par la coalition Amizero Yabarundi n'a été suivi dans les collines. « Il y a eu beaucoup d'intimidations dans les deux sens. Les gens effaisaient l'encre de leur doigt à la sortie de l'isoloir par crainte de représailles des partisans du boycott, quand d'autres confirmaient être voter sous la pression des jeunes miliciens du parti présidentiel », a pu constater un diplomate étranger sur place. Climat de terreur Ce climat de terreur qui règne depuis des mois « plus de 80 personnes sont mortes et près de 150 000 Burundais ont fui dans les États voisins » commence à avoir raison des résistances d'une population à bout de bras. « Les gens sont fatalistes. Plutôt qu'une nouvelle flambée de violence, ils préféreront subir Nkurunziza cinq ans de plus. Il est donc loin d'être sûr que les manifestations reprennent, surtout que la plupart des leaders sont à l'étranger », estime Antoine Kaburahe. Mis devant le fait accompli par un président plus que jamais en position de force, le pays espère une reprise rapide du dialogue, placée depuis la mi-juillet sous les auspices du chef de l'État ougandais, Yoweri Museveni. Après avoir su gagner la confiance des deux camps « contrairement à ses deux prédécesseurs », ce dernier a offert ses services pour reprendre sans tarder la médiation. Plusieurs leaders de l'opposition ont déjà rappelé au président ses obligations, en se déclarant prêts à collaborer au futur exécutif. Difficile dorénavant pour le gouvernement burundais de poursuivre sa stratégie de la chaise vide. La Communauté de l'Afrique de l'Est a laissé Pierre Nkurunziza le champ libre pour organiser ces élections en échange de la promesse qu'il formerait un gouvernement d'union nationale au lendemain des résultats. Plusieurs leaders de l'opposition ont déjà rappelé au président ses obligations, en se déclarant prêts à collaborer au futur exécutif. Les négociations entre les deux camps annoncent pourtant après, l'opposition demandant la mise en place d'instances de transition et l'organisation de nouvelles élections à un parti au pouvoir « et désormais vainqueur » qui ne veut pas en entendre parler. La communauté internationale veut croire au compromis Alors que les discours se durcissent depuis Bruxelles où se sont regroupés les principaux putschistes du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), la communauté internationale veut croire en une solution de compromis. Si ces élections ont été condamnées avec une belle unanimité, certains pays hésitent à exécuter leur menace de fermer le robinet de l'aide. Dans un État où les contributions étrangères représentent 62 % du PIB, « ce serait une punition terrible pour la population », a déclaré dernièrement Pascal Couchepin, envoyé spécial en juin de l'Organisation internationale de francophonie (OIF) au Burundi. Par Olivier Caslin